

# Bayonne

## Le Secours catholique a accueilli 8 000 familles

**PAUVRETÉ** L'association qui présente, ce jour, son rapport annuel, décrit une précarité qui s'enracine au Pays basque. Une tendance qui se vérifie à tous les échelons territoriaux

**Pierre Penin**  
p.penin@sudouest.fr

Le Secours catholique publie aujourd'hui son rapport statistique sur l'état de la pauvreté en France », pour l'année 2018. Un indicateur reconnu, tant la densité du réseau de l'association dans l'Hexagone lui confère une solide représentativité. « Notre rapport a valeur d'expertise », souligne Jeanne Marie Boudant, coordinatrice de la délégation Landes Pyrénées-Atlantiques. D'une année sur l'autre, le constat d'une pauvreté enracinée perdure.

### 1 Une précarité qui progresse encore et toujours

À l'échelle régionale, le Secours catholique note un accroissement de la précarité qui corrobore les mesures nationales. Sur les deux départements où il travaille, les presque 2 000 bénévoles ont accueilli plus de 18 000 familles. « Nous en recensons 13 000 en 2017 », souligne le délégué Rémy Campion. « Soit une augmentation proche de 30 % en un an. » Sur ces volumes globaux, l'antenne Bayonnaise représente 8 000 familles.

« Nous prenons pour base d'évaluation les personnes qui viennent pour un petit-déjeuner chez nous », explique William Lopez, responsable des équipes de la rue Daniel-Argote où l'organisation a ses locaux. « En 2016, nous accueillions 10 000 familles. On ne parle pas seulement de sans-abri. Ce sont aussi des gens qui peinent en fin de mois. » Localement, les travailleurs pauvres représentent un quart de bénéficiaires. C'est plus qu'au plan national (16 %).

Les statistiques détaillées du Pays basque recourent celles de la délégation. Mais pas en tout point celles de l'échelon national. Par exemple, en ce qui concerne



L'accompagnement scolaire mobilise 25 bénévoles du Secours catholique et bénéficie à une quarantaine d'élèves, du CP à la terminale. PHOTO BERTRAND LAPÈQUE

l'aide pour découvrir bancaire. Les agios représentent 25 % de demandes d'aides, contre 21 % au national. « Des banques enfreignent encore la loi qui interdit d'appliquer des pénalités aux personnes sous le seuil de pauvreté », dénonce Jeanne-Marie Boudant. 21 % des aides ont trait à des impayés de loyers ou factures d'énergie (17 % au national) et 19 % vont à des besoins de mobilités (7 % en France). « Le logement et la mobilité, ce sont deux postes majeurs, chez nous », souligne William Lopez.

« Ce dernier met en exergue un autre chiffre : les 16 000 euros accordés sur un an au titre des « aides d'urgence ». Des sommes inférieures à 80 euros. » C'est par exemple quelqu'un qui a perdu un proche et doit se rendre à des obsèques. » Ce type de soutien est

elle maladie. Jusqu'alors, ce droit était ouvert à l'enregistrement de la demande d'asile. « Pour des associations comme nous va se poser un problème sanitaire », déplore Rémy Campion. « Que ferons-nous face à des risques de contagion, comme la tuberculose ? », interroge Monique Martin, enseignante de l'accompagnement scolaire pour l'association.

L'autre inquiétude réside dans la réforme de l'assurance chômage. Le durcissement des conditions d'accès va entraîner des fins de droits et des baisses d'allocations. « Nous redoutons clairement de voir arriver des nouvelles personnes qui auront basculé vers les minima sociaux », prédit le délégué de l'association pour les Landes et les Pyrénées-Atlantiques.

une spécificité du Secours catholique.

### 2 à 82 % français

C'est une autre différence avec les observations nationales : les familles auxquelles viennent en aide les bénévoles de la délégation locale sont très majoritairement françaises. À 82 %. Les étrangers représentent donc 18 % des profils (ils étaient 12 % il y a 5 ans) contre 43 % à l'échelle du pays.

### 3 Des décisions politiques qui inquiètent l'association

Le Secours catholique a aussi exprimé ses craintes, quant à plusieurs décisions politiques récentes. Celle annoncée hier, d'un délai de carence de trois mois pour les demandeurs d'asile, avant de bénéficier de la protection univer-

## De la Syrie au Pays basque

Hier, lors de la présentation du rapport du Secours catholique sur la pauvreté, l'antenne locale de Bayonne avait invité Katia. Cette jeune mère de famille syrienne est arrivée en France voilà quatre ans. Elle a confié son expérience. Elle, son mari et leurs deux fils bénéficient d'une protection en tant que réfugiés politiques. Ils ont traversé 10 pays pour échapper à la guerre dans leur pays d'origine. « Quand je suis arrivée, les élus de Cambo et la paroisse locale ont travaillé ensemble pour nous accueillir. Le soutien du Secours catholique a été important. Notamment pour apprendre le français et remplir les formalités administratives. » Mais rien n'est plus efficace que le travail : « Aujourd'hui, j'ai un emploi à l'école Stella-Maris d'Anglet. J'ai beaucoup progressé en français au contact des enfants et de mes collègues. Et puis ça permet une vie sociale, une ouverture au-delà de la famille. » L'ancienne professeur d'anglais en Syrie et les siens ont le statut de réfugiés politiques pour dix ans. Ils ont demandé la nationalité française.